

## ERAI ou le tonneau des Danaïdes

**ERAI (Entreprise Rhône-Alpes International)**, avec un effectif de 200 personnes, est présent dans 21 pays : Allemagne, Brésil, Burkina Faso, Canada, Chine, Emirats Arabes, Espagne, Inde, Italie, Japon, Maroc, Mexique, Pologne, Roumanie, Tunisie, Turquie, Ukraine, USA.

ERAI, créée en 1987, devait être le bras armé de la Région pour le développement économique à l'international et le renforcement de l'attractivité de Rhône-Alpes."

**Si l'on remonte à 2009, chaque année, la Région a versé une subvention de fonctionnement de 7 à 8 M€ à ERAI** (source : Région Rhône-Alpes / listes des subventions).

En fait, **la Région a "doublonné" le Ministère des Affaires Etrangères** qui exerce cette même activité depuis toujours avec un budget colossal et un personnel aguerri :

- 1 500 agents au sein du Business France dans 70 pays et 1 200 agents au sein de l'Etat ;
- du réseau de la diplomatie économique ;
- 3500 conseillers du commerce extérieur et près de 350 collaborateurs à la COFACE;
- 8400 au Volontariat International en Entreprise.

Une équipe ERAI de 10 à 20 personnes aurait suffi pour faire l'interface avec le réseau export des Affaires Etrangères au lieu de plus de 130.

Ce type de structure publique n'a jamais évité le naufrage financier avec ici pour causes principales :

- **l'implantation d'un Bureau de représentation en 2010, en Chine (Shanghai) a sonné le glas d'ERAI. Coût de l'immobilier : 6 000 000 € + loyer annuel de 730 000€ ;**
- **la démesure du réseau ERAI et par là-même, le dérapage de sa masse salariale;**
- **l'insuffisance de contrôle d'ERAI**, reproche qui est fait régulièrement à la Région qui subventionne le meilleur et parfois le pire, ainsi que son **manque de réactivité pour régler les problèmes rapidement.**

**Le 6 mars 2015, la Région a finalement stoppé la gabegie en refusant d'accorder une nouvelle subvention de 4 700 000 € à ERAI**, ce qui devrait entraîner sa disparition.

**Quand en finira-t-on de ces compétences croisées, de ces financements croisés et de cette clause de compétence générale des collectivités locales ?**

## La Région Rhône-Alpes ne reprendra pas les activités d'Erai

E-lettre Bref | Publié le 19-05-2015

La **Région Rhône-Alpes** ne remettra pas de projet de reprise d'une partie des activités de l'association **Erai** (Entreprise Rhône-Alpes International) auprès du tribunal de grande instance, comme elle l'avait envisagé en s'appuyant sur l'Ardi, son Agence Régionale pour le Développement de l'Innovation. En effet, le Conseil Régional a rejeté, par 92 voix contre 64, cette hypothèse qui a été présentée à l'assemblée régionale ce lundi par le vice-président chargé du développement économique, **Jean-Louis Gagnaire**, soutenu par le président Jean-Jack Queyranne. On s'achemine donc vers la liquidation de la structure régionale d'aide aux PME, créée en 1987 sous la houlette d'Alain Mérieux (alors conseiller régional). C'est un coup dur à plusieurs titres.

### 224 salariés vont perdre leur emploi

Socialement d'abord : hormis quelques bureaux à l'étranger dont l'activité sera peut-être reprise (soit par des salariés, soit par des sociétés privées de conseil à l'international), l'association va donc disparaître, laissant sur le carreau 214 salariés (52 au siège lyonnais et 162 à l'étranger), avec des situations individuelles parfois très délicates.

Economiquement ensuite : sur le fond, l'utilité d'Erai n'est guère contestée. L'association aura permis à des centaines de PME rhônalpines de prendre leur envol sur des marchés étrangers, ce qu'elles auraient eu du mal à faire seules. Et le développement de leurs affaires à l'export a généré la création d'emplois en Rhône-Alpes. Les sociétés de conseil privées (via l'OSCI) et Business France (ex-Ubifrance) ne reprendront qu'une (petite ?) partie de l'activité de l'ex-Erai.

## Conséquences politiques

Politiquement enfin : à six mois des prochaines élections régionales, l'"affaire" Erai pourrait bien avoir un impact non négligeable sur la prochaine campagne, même si elle ne concerne finalement qu'un cercle d'initiés (une partie du monde économique) et que le grand public ne la connaît pas (encore). Car les accusations portées par la **droite régionale**, mais aussi par les **Ecologistes** envers l'actuel exécutif socialiste sont nombreuses : **manque de transparence, dérives financières (salaires des dirigeants d'Erai, notamment), défaillance de la Région dans le contrôle de son bras armé à l'international, soutien abusif du président d'Erai (Daniel Gouffé) de la part de Jean-Jack Queyranne, etc.**

On pourrait rajouter qu'à l'extérieur, en France, mais aussi à l'étranger, l'image de la Région Rhône-Alpes n'en sortira pas indemne.

**D.D.**

[@didierldurand](https://twitter.com/didierldurand)